

DECLARATION COMMUNE DE LA CIDSE À L'OCCASION DU SUMMET DES NATIONS UNIES SUR L'ACTION POUR LE CLIMAT 2019 NEW YORK, 23 SEPTEMBRE 2019

C'est une [urgence climatique](#). C'est une crise sociale. C'est une catastrophe environnementale. Nous avons hésité trop longtemps, tandis que les plus vulnérables souffrent et que notre planète brûle littéralement sous nos yeux. Comme beaucoup d'institutions publiques, le pape François [a déclaré](#) le 14 juin une urgence climatique. Des centaines de milliers de jeunes et d'adultes se sont unis pour faire la grève le 20 septembre, avant le Sommet de l'ONU sur l'action pour le climat à New York ainsi que partout au monde. Ils méritent une réponse et une réaction à leurs appels. Les Contributions Actuellement Déterminées au Niveau National (CDN) [représentent](#) à peine un tiers de la réduction des émissions nécessaire pour limiter le réchauffement à 1,5°C, mais provoquent plutôt un réchauffement de plus de 3,5°C. Les dirigeants doivent tenir compte du titre du sommet, **Action pour le climat**, et s'acquitter de leur devoir moral.

Les [idées](#) ne manquent pas - équitables, durables et bien documentées - pour que les gouvernements mettent en œuvre une transition écologique. Les communautés, les mouvements sociaux et les organisations de la société civile disposent d'une vaste expertise en matière de modèles innovants de production alimentaire et énergétique ayant fait leurs preuves, tels que l'agroécologie et les systèmes démocratiques d'énergies renouvelables. Les solutions basées sur la nature - l'un des neuf thèmes du sommet des Nations Unies sur le climat - peuvent contribuer de manière significative à maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale à moins de 1,5°C en évitant les émissions dues à la déforestation, la dégradation des forêts et la perte d'écosystèmes de zones humides, en restaurant les terres dégradées et en renforçant les systèmes alimentaires agroécologiques. Il n'y a aucune raison d'avoir recours à des expérimentations spéculatives, potentiellement catastrophiques, en géo-ingénierie. Et nous avons de sérieuses réserves à l'égard d'autres fausses « solutions », telles que l'agriculture intelligente face au climat, la bioénergie à grande échelle (comme BECCS), l'hydro-carburant, les agro-carburants, le charbon et le nucléaire.

L'urgence de lutter contre le changement climatique est de plus en plus présente dans les récits scientifiques et ceux basés sur la foi. Quelques années après la publication de l'Encyclique *Laudato Si'*, le Pape François a convoqué une assemblée spéciale des évêques du 6 au 27 octobre à Rome ([Synode des évêques pour la Pan-Amazonie](#)). Le Synode a pour objectif de décider comment l'Église peut réagir aux injustices et à l'extractivisme dans la région pan-amazonienne, situations qui alimentent le changement climatique. L'Église définit actuellement comment contribuer à la protection de l'Amazonie – ressource-clé des solutions basées sur la nature - et des communautés indigènes qui mettent en œuvre des stratégies de restauration et de conservation. Les communautés autochtones sont les principaux défenseurs face à la destruction des écosystèmes. En plus, tout comme d'autres communautés appartenant aux groupes les plus touchés par les

impacts du changement climatique, ce ne sont pas du tout les indigènes qui sont responsables des émissions de gaz à effet de serre. Tout au contraire ! Mais ce sont ces émissions qui nous ont propulsés dans cette position d'effondrement humain et écologique.

Une [étude](#) récente a estimé que 75% des efforts nécessaires pour accomplir l'Accord de Paris doivent provenir d'actions gouvernementales et 25% d'initiatives individuelles. Les citoyens et les communautés ont un rôle crucial à jouer, mais leurs efforts seront largement inefficaces sans un changement systémique soutenu par des politiques nouvelles et innovantes.

Les gouvernements européens et tous les autres gouvernements doivent rapidement renforcer les niveaux d'ambition et revoir leurs CDN afin de limiter les augmentations de température à 1,5°C. Ceci doit être représentatif de leurs responsabilités historiques et conforme au principe des responsabilités communes mais différenciées. Le nouvel objectif climatique de l'UE d'ici 2030, proposé par la présidente élue de la Commission, Ursula von der Leyen, de réduire les émissions de 55% ne suffit pas. Les émissions devraient être réduites d'au moins 65% pour pouvoir rester sur la voie de 1,5°C.

Il ne suffit pas d'organiser un sommet, d'y participer, de faire des appels et de reconnaître l'urgence, alors que peu de mesures sont prises pour y remédier. Un engagement réel se traduit par des objectifs politiques, des financements et leur mise en œuvre mesurée par la réduction des émissions. L'intégrité réelle est démontrée par la cohérence entre les politiques de mise en œuvre et la justice sociale, qui est une exigence de base pour réaliser l'Agenda 2030. Adapter à une plus vaste échelle les modèles et les solutions proposés par la société civile dans le cadre des politiques nationales remettrait en cause le statu quo du « business as usual », mais c'est ce qui doit être fait. Les avertissements des scientifiques ne cesseront pas. Le devoir moral d'agir est sans précédent.

List des signataires :

- Christine Allen, Director of CAFOD/England & Wales
- Anja Appel, Director of KOO/Austria
- Caoimhe de Barra, Director of Trócaire/Ireland
- Gianni Del Bufalo, Director of FOCSIV/Italy
- Marian Caucik, Director of eRko/Slovakia
- Manuèle Derolez, Director of CCFD-Terre Solidaire/France
- Alistair Dutton, Director of SCIAF/Scotland
- Axelle Fischer, Director of Entraide et Fraternité/Belgium
- Josianne Gauthier, CIDSE Secretary General
- Patrick Godar, Director of Partage.Lu/Luxembourg
- Susan Gunn, Director of Maryknoll Office for Global Concerns/USA
- Lieve Herijgers, Director of Broederlijk Delen/Belgium and President of CIDSE
- Peter van Hoof, Director of Vastenactie/The Netherlands
- Serge Langlois, Director of Development & Peace/Canada
- Jorge Libano Monteiro, Director of FEC/Portugal
- Bernd Nilles, Director of Fastenopfer/Switzerland
- Clara Pardo Gil, President of Manos Unidas/Spain
- Pirmin Spiegel, Director of Misereor/Germany
- Kees Zevenbergen, Director of Cordaid/The Netherlands
- Bishop Abune Tesfaselassie Medhin, CIDSE Ecclesiastical Assistant, Bishop of Adigrat Eparchy/Ethiopia

ⁱ Bioénergie avec captage et stockage de carbone